

# Le sans-chez-soirisme : suite ou fin?

Justine Carlier

Le 15 mai 2023

## Introduction (1/2)

- Dénombrement du 9 novembre 2020 nous indique une augmentation de 208,2% du nombre de personnes recensées depuis 2008.
- Lors de chaque dénombrement, on recense de plus en plus de personnes en situation d'exclusion liée au logement.
- En outre, au 30 septembre 2020, près de 50.000 ménages étaient sur liste d'attente pour obtenir un logement social et le délai d'attente varie entre 10 et 15 ans.

# Introduction (2/2)

## Objectif de l'étude

**Partie 1** : Objectiver la situation en estimant le coût réel lié au sans-chez-soirisme en Région de Bruxelles-Capitale grâce à l'estimation de l'utilisation des services spécifiquement dédiés (coûts directs) et non spécifiquement dédiés (coûts indirects) aux personnes sans-abri.

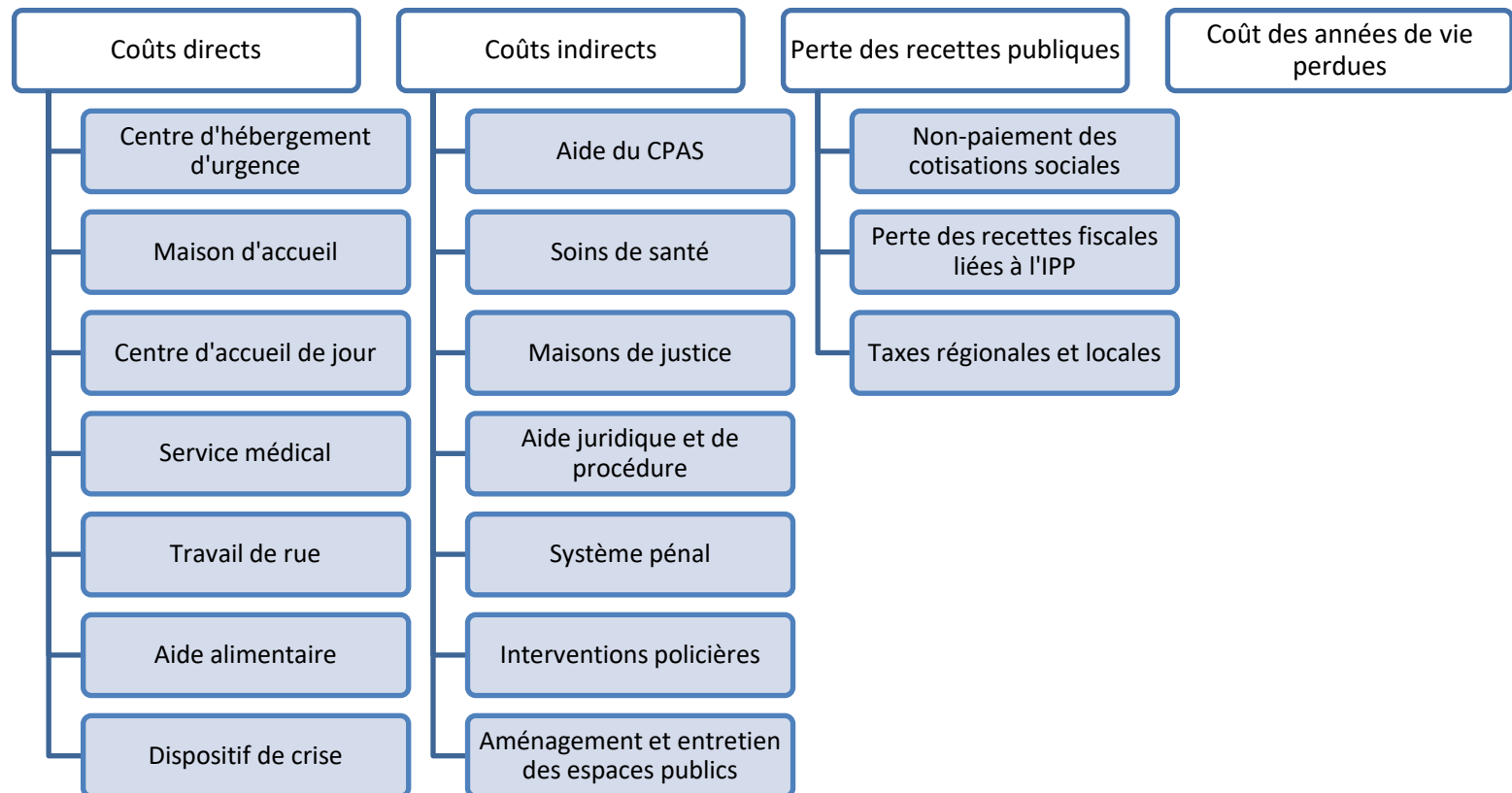
**Partie 2** : Estimation du coût de la remise en logement

Comparer les deux coûts et vérifier s'il n'est pas finalement moins coûteux, selon l'unique prisme des finances publiques, de remettre les personnes sans-abri en logement.

# Quels coûts ?

## Identification des coûts

Figure 1. Organigramme des coûts liés au sans-chez-soirisme en Région de Bruxelles-Capitale



# Quels coûts ?

## Méthodologie et données

- Dans la mesure de possible, nous avons utilisé les données pour l'année 2019
  - Nous avons utilisé les données sur les charges d'exploitations des associations fournies par la Banque Nationale de Belgique, ou les données de budget
    - Idée : déterminer le **coût réel** lié à l'utilisation des services en fonction de ce qui a réellement été dépensé par les associations
- NB** : cette analyse n'est pas une analyse d'efficacité des coûts mais tente au maximum de rendre compte de la situation réelle.
- Estimation via le coût unitaire réel : prix d'une nuitée en centre d'hébergement, en prison, à l'hôpital, prix d'une journée passée en centre de jour, prix d'une intervention en rue, coût d'un dossier, etc.

# Estimation des coûts – Coûts unitaires

Variables	Coût unitaire par jour (ou par intervention ou par dossier)
<b>Hébergement</b>	
Hébergement d'urgence	60,11 €
Hébergement d'urgence – centre familles [1]	80,20 €
Maison d'accueil	94,87 €
<b>Accueil de jour et travail de rue</b>	
Centre d'accueil de jour	33,16 €
Travail de rue	39,16 €
<b>CPAS</b>	
Aide du CPAS (revenu d'intégration sociale)	30,96 €
<b>Soins de santé</b>	405,60 €
Soins de santé - hôpital général	693,75 €
Soins de santé - hôpital psychiatrique	396,42 €
Service médical	126,63 €
<b>Service juridique et système pénal</b>	
Système pénal	151,66 €
Maison de justice [2]	1,41 €/ 515,79 €
Aide juridique [3]	1,51 €/ 551,78 €
<b>Recette publique</b>	
Perte des recettes des cotisations sociales	44 €
Perte des recettes des impôts	18 €

[1] Cette estimation est basée sur la capacité totale théorique des deux centres familles du New Samusocial et non sur l'utilisation réelle des centres.

[2] Nous avons présenté dans le tableau le coût d'un dossier ainsi que le coût d'un dossier divisé par 365.

[3] Idem.

# Estimation des coûts – coûts liés à l'utilisation des services : 2 méthodologies différentes

## Méthodologie n°1 :

Données de la journée du dénombrement, en faisant l'hypothèse que toutes les journées se passent celle-ci.

Mais, pas de données sur les personnes sans-abri se trouvant en institutions

→ possible sous-estimation du coût annuel

## Méthodologie n°2 :

Données de l'étude sur l'efficacité du programme Housing First en Belgique réalisée par Valsamis en 2016.

Mais, pas de données sur les personnes sans-abri qui reçoivent une aide du CPAS

→ possible sous-estimation du coût annuel

# Estimation du coût annuel par personne sans-abri lié à l'utilisation des services en RBC en 2019

Coût par personne sans-abri en fonction de l'utilisation moyenne des services	Coût estimé pour le groupe « sans-abri » (en fonction de la moyenne des 3 ans)
Jamais (0%)	40.102,76 €
Parfois (23,21%)	42.911,96 €
Souvent (46,43%)	45.722,37 €
Quotidiennement (100%)	52.206,16 €

**NB:** estimation du coût annuel de 41.000€ via la première méthodologie



# Les vignettes

Vignette 1	Vignette 2	Vignette 3	Vignette 4
Homme sans-abri chronique, célibataire d'une quarantaine d'année, ayant des besoins élevés d'accompagnement, avec des problèmes de drogue, d'alcool et de santé mentale	Jeune femme sans-abri ayant deux enfants et devenue sans-abri à la suite d'une rupture amoureuse et qui n'a pas pu supporter seule les coûts de son habitation	Individu isolé qui a d'importants besoins de santé mentale et loyers impayés et qui est devenu sans abri à cause de cela	Homme sans-abri qui ne souffre d'aucun problème de santé et qui n'a pas beaucoup utilisé les services pendant un an

NB : les vignettes 1, 2 et 3 sont issues de l'étude de Pleace *et al.* (2013), et la dernière vignette a été inventée par le DULBEA

# Les vignettes

**Objectif** : confronter les résultats avec plusieurs scénarii de passage en rue possibles permettant ainsi de montrer que le coût lié à l'utilisation des services peut être très différent d'un individu à l'autre

Variables	Coût unitaire par jour (ou par intervention)	Vignette 1	Vignette 2	Vignette 3	Vignette 4
<b>Hébergement</b>					
Hébergement d'urgence	60,11 €	200		122	70
Hébergement d'urgence – centre familles	80,20 €		61		
Maison d'accueil	93,26 €		91	91	
<b>Accueil de jour et travail de rue</b>					
Centre d'accueil de jour	33,16 €	150		150	78
Travail de rue	39,16 €	7,3			
<b>CPAS</b>					
Aide du CPAS	30,96 €/41,83€ [1]		213	183	
<b>Soins de santé</b>					
405,60 €					
Soins de santé - hôpital général	693,75 €	4			
Soins de santé - hôpital psychiatrique	396,42 €	61		91	
Service médical	126,63 €				
<b>Service juridique et système pénal</b>					
151,66 €					
Système pénal	151,66 €	30			
Maison de justice	515,79 €	1			
Intervention policière					
Aide juridique	551,78 €	1			
<b>Recette publique</b>					
Perte des recettes des cotisations sociales	44 €	365	365	365	365
Perte des recettes des impôts	18 €	365	365	365	365
<b>Coût annuel</b>		<b>72.340,86 €</b>	<b>44.773,08 €</b>	<b>85.018,55 €</b>	<b>29.279,18 €</b>

[1] Ce deuxième montant représente le montant journalier pour une personne ayant une famille à charge avec au moins un enfant mineur que nous utilisons dans la vignette 2.

# Housing First et la remise en logement (1/2)

- Housing First : programmes qui se sont imposés comme étant l'une des solutions les plus prometteuses permettant aux personnes sans-abri de retrouver un logement et de s'y maintenir.
- Initialement proposé à des groupes de personnes ayant des besoins d'accompagnement élevés car ils combinaient plusieurs problématiques (alcool, drogue et parfois santé mentale).
- Programme différent des programmes traditionnels dits « par paliers » où en réalité :

**On résout un problème de logement par un logement**

- Ces programmes se sont montrés efficaces pour ces groupes de personnes à besoins élevés, faisant ainsi naître l'espoir que s'ils arrivaient à maintenir en logement malgré leurs besoins élevés, alors cela peut fonctionner pour tout le monde.

## Housing First et la remise en logement (2/2)

- Idée : on résout un problème de logement par un logement et on offre plusieurs types d'accompagnement aux individus. Les individus n'ayant pas les mêmes besoins, on propose plusieurs accompagnements possibles.

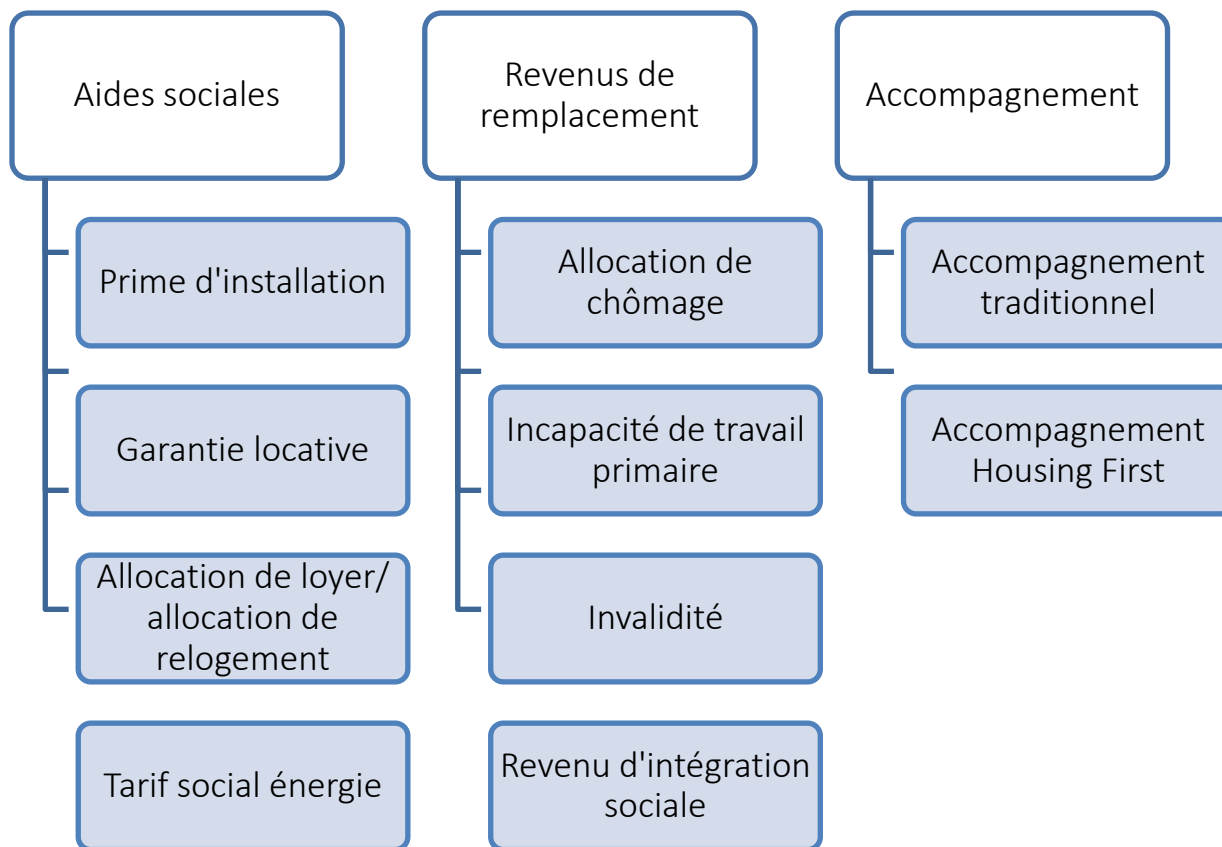
**Résumé des deux scénarii proposés** : chaque personne sans-abri accède à un revenu de remplacement (et à une éventuelle allocation de loyer) ainsi qu'à un logement (social ou privé) avec ou sans accompagnement léger ou intensif et s'y stabilise sans problème majeur.

- **NB** : cela signifie qu'une partie importante de la population sans-abri n'est pas captée par ces scénarii (par exemple les individus sans papier), où un travail de régularisation est nécessaire
- Ces deux scénarii, bien que simplificateurs de la réalité, permettent de donner une première estimation du coût de la remise en logement

# Housing First et la remise en logement

## Identification des coûts liés à la remise en logement

Figure 2. Organigramme des coûts liés à la remise en logement en Région de Bruxelles-Capitale



# Housing First et la remise en logement

## Estimation des coûts liés à la remise en logement

Variables	Coût
<b>Allocations et aides sociales</b>	
Prime d'installation	1,254,82 €
Garantie locative	599,78 €
Allocation de relogement	962,92 €
Tarif social énergie	641 €/an
<b>Revenus de remplacement</b>	
Allocation de chômage	991,38 €/mois
Indemnité d'incapacité de travail primaire	1.305,47 €/mois
Indemnité d'invalidité	1.267,39 €/mois
Revenu d'intégration sociale	
- <i>Personne isolée</i>	- 928,73 €/mois
- <i>Personne cohabitante</i>	- 619,15 €/mois
- <i>Avec enfant à charge</i>	- 1.254,82 €/mois
<b>Accompagnement</b>	
Accompagnement traditionnel	16,69 €/jour
Accompagnement Housing First	38,49 €/jour

# Housing First et la remise en logement

Estimation du coût lié à la remise en logement en fonction de la fréquence d'utilisation des services et de l'accompagnement en RBC en 2019

	Allocation de chômage		Incapacité de travail primaire		Invalidité		Revenu d'intégration sociale	
<i>Logement social</i>								
Acc. HF	48.499 €	60.602 €	52.266 €	64.369 €	51.809 €	63.912 €	47.747 €	59.850 €
Acc. trad.	38.706 €	50.809 €	42.473 €	54.576 €	42.016 €	54.119 €	37.954 €	50.057 €
Pas d'acc.	34.450 €	46.553 €	38.217 €	50.320 €	37.760 €	49.863 €	33.698 €	45.801 €
<i>Logement privé avec supplément au loyer</i>								
Acc HF	57.417 €	69.520 €	61.184 €	73.287 €	60.727 €	72.830 €	56.665 €	68.768 €
Acc. trad.	47.624 €	59.727 €	51.391 €	63.494 €	50.934 €	63.037 €	46.872 €	58.975 €
Pas d'acc.	43.368 €	55.471 €	47.135 €	59.238 €	46.678 €	58.781 €	42.616 €	54.719 €

# Conclusion

- Bien que comportant certaines limites, cette étude permet de donner une première estimation du coût, selon le prisme des finances publiques, à un instant  $t$  lié au sans-chez-soirisme en Région de Bruxelles-Capitale.
- Cette étude semble indiquer que si une remise en logement peut représenter un coût important, l'expérience de la rue peut également dans certains cas représenter un coût encore plus important, et ceci sans même intégrer les coûts humains qui renforceraient encore l'argument.
- Cette recherche a permis – à son échelle – de montrer que le sans-chez-soirisme pourrait, dans certains cas, disparaître sans représenter un coût plus important pour les pouvoirs publics.